

Volet B**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

26341884

Déposé
01-07-2026

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 03/07/2026 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 1020078229

Nom(en entier) : **tac.studio**

(en abrégé) :

Forme légale : Société en nom collectif

Adresse complète du siège : Rue de Malmédy 2
4950 Waimes**Objet de l'acte :**DIVERS, DEMISSIONS, NOMINATIONS, MODIFICATION FORME
JURIDIQUE, STATUTS (TRADUCTION, COORDINATION, AUTRES
MODIFICATIONS), CAPITAL, ACTIONS

D'un acte reçu par Geoffrey GAUTHY, Notaire à Herstal, exerçant sa fonction au sein de la société notariale « Neonotaires », ayant son siège à Herstal, en date du 24 juin 2025, en cours d'enregistrement, il résulte que s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société en nom collectif « **TAC.STUDIO** », dont le siège est établi à 4950 Waimes, Rue de Malmédy 2, TVA numéro BE 1020.078.229 - RPM Liège, division Verviers.

L'assemblée se déclare valablement constituée et prend les résolutions suivantes :

I- TRANSFORMATION DE LA SNC EN SRL**1- Rapports**

Le Président donne connaissance :

a) du rapport établi par l'organe d'administration en date du 08 juin 2026 justifiant la proposition de transformer la société conformément à l'article 14:5 du Code des Sociétés et des Associations. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêté en date du 31 mars 2026.

b) et du rapport établi par la société « HLB NICOLET & C° » SRL, en date du 16 juin 2026, représentée par Pierre GRIGNARD, réviseur d'entreprises, sur l'état comptable annexé au rapport de l'organe d'administration conformément à l'article 14:4 du Code des Sociétés et des Associations. Ce rapport conclut dans les termes suivants :

« Conclusion du rapport**Opinion sans réserve**

Sur la base de l'évaluation, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'état résumant la situation active et passive n'a pas été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au référentiel comptable et que l'actif net, repris dans l'état résumant la situation active et passive établi par l'organe d'administration, est surévalué, dans tous ses aspects significatifs.

Autre point

Les délais légaux relatifs à la communication du rapport de l'organe d'administration et de notre rapport d'évaluation n'ont pas pu être respectés. Nous avons cependant été en mesure d'effectuer les travaux nécessaires.

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de l'établissement de l'état résumant la situation active et passive clôturé le 31 mars 2026 conformément au référentiel comptable applicable en Belgique

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes
ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

selon les principes énoncés à l'article 3:1, §1, premier alinéa du Code des sociétés et des associations, et du calcul de l'actif net, ainsi que du respect des conditions requises par le Code des sociétés et des associations pour la transformation.

Conformément à l'article 14:13 du Code des Sociétés et des Associations en cas de transformation d'une société en nom collectif, les associés en nom collectif restent tenus solidairement et indéfiniment à l'égard des tiers, des engagements de la société antérieurs à l'opposabilité aux tiers, de l'acte de transformation conformément à l'article 2:18 du Code des Sociétés et des Associations. L'évaluation de l'état résumant la situation active et passive par le réviseur d'entreprises ne décharge ni l'organe d'administration ni les personnes responsables des questions financières et comptables de leurs responsabilités.

Responsabilités du réviseur d'entreprises

Nos objectifs sont d'exprimer une conclusion d'assurance limitée sur l'état résumant la situation active et passive de la Société qui nous a été soumis et qui a été clôturé le 31 mars 2026 dont le total du bilan s'élève à 23.605,70 € et l'actif net à 13.836,42 € dans le cadre de la transformation de la Société.

Nous avons effectué notre évaluation conformément au cadre normatif applicable en Belgique.

Nos travaux visent notamment à vérifier s'il n'existe pas d'éléments qui nous laissent à penser que l'actif net, tel qu'il est repris dans l'état résumant la situation active et passive établi par l'organe d'administration de la Société, est surévalué, dans tous ses aspects significatifs.

Par actif net, on entend : le total de l'actif, déduction faite des provisions, des dettes et, sauf cas exceptionnels à mentionner et à justifier dans l'annexe aux comptes annuels, des montants non encore amortis des frais d'établissement et d'expansion et des frais de recherche et de développement.

Notre mission consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'évaluation. L'étendue de notre mission est considérablement inférieure à celle d'un contrôle effectué visant l'expression d'une assurance raisonnable et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'une mission de contrôle permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre conclusion.

Restriction à l'utilisation de notre rapport

Le présent rapport a été établi exclusivement en vertu de l'article 14:4 du Code des Sociétés et des Associations dans le cadre de la transformation d'une société en nom collectif en une société à responsabilité limitée comme décrite ci-dessus, et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Theux, le 15 juin 2026

HLB NICOLET & C° SRL

Représentée par

(Signature)

Pierre GRIGNARD

Réviseur d'Entreprises ».

Les associés déclarent avoir parfaite connaissance de ces rapports et dispensent le Président d'en donner une lecture intégrale.

Un exemplaire de chaque rapport sera conservé par le notaire.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2- Décision de transformer la société

L'assemblée décide de modifier la forme de la société sans changement de sa personnalité juridique et d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée.

L'activité de la société demeure actuellement inchangée. L'objet ne sera pas modifié.

L'apport de cinq mille euros (5.000,00 €) est transformé en un compte de capitaux propres statutairement disponibles. Tous les éléments d'actif et de passif demeurent intacts.

La répartition des titres représentatifs du patrimoine n'est pas modifiée. La SRL continuera les écritures de la comptabilité tenue par la SNC. La société à responsabilité limitée conserve le numéro d'entreprise soit le numéro TVA BE 1020.078.229.

La transformation se fait sur base de la situation active et passive de la société, arrêtée au 31 mars 2026, telle que reprise au rapport du réviseur d'entreprises, toutes les opérations faites depuis cette

Volet B - suite

date par la SNC sont réputées réalisées pour la SRL.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3- Démission du gérant.

L'assemblée accepte la démission de Madame **CRAVATTE Célia** et Monsieur **MULLER Thomas**, en leur qualité de gérant, en raison de la transformation de la société en SRL.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

4- Responsabilité.

Les associés déclarent être bien informés que, suite à la transformation de la société, ils restent tenus solidairement et indéfiniment à l'égard des tiers, des engagements de la société antérieurs à l'opposabilité aux tiers du présent acte de transformation.

DONT ACTE

II- MODIFICATION DE LA DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale ordinaire afin qu'elle ait lieu le troisième jeudi du mois de juin.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

III- MULTIPLICATION DU NOMBRE D'ACTIONS PAR 4,5

L'assemblée générale décide de multiplier les 100 actions existantes par 4,5 afin que le patrimoine de la société soit dorénavant représenté par 450 actions. Les 450 actions sont réparties comme suit :

- Madame **CRAVATTE Célia** : 225 actions
- Monsieur **MULLER Thomas** : 225 actions

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV- EMISSION D'ACTIONS PAR APPORTS EN NUMERAIRE

1- Rapport

Conformément à l'article 5:121 §2 du Code des Sociétés et des Associations, l'assemblée générale décide de renoncer à établir le rapport visé à l'article 5:121 §1^{er}.

Les actionnaires déclarent que la société n'a pas désigné de commissaire.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2- Décision d'émettre de nouvelles actions.

L'assemblée décide d'émettre 150 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, à souscrire au prix de cent quarante-six euros soixante-six cents (146,66 €) par action et à libérer immédiatement à concurrence de la totalité par un apport en numéraire de vingt-deux mille euros (22.000,00 €) par le souscripteur.

Ces apports seront inscrits sur le compte de capitaux propres disponible.

Les actions nouvelles participeront aux bénéfices prorata temporis à compter de leur souscription.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3- Droit de préférence.

Après que lecture ait été donnée des articles 5:128 et suivants du Code des Sociétés et des Associations, tous les actionnaires déclarent être parfaitement éclairés sur les conditions de l'émission d'actions proposée à l'ordre du jour et décident de renoncer au droit de préférence conféré aux actionnaires par la loi et par les statuts, sans qu'il soit besoin de fournir d'autres informations.

DONT ACTE.

4- Souscription et libération de l'émission d'actions - Rémunération.

Suite aux déclarations qui précèdent, l'assemblée décide d'offrir en souscription les 150 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale comme suit :

· 150 actions à Madame **NAVA Claire**, née le 20 juillet 2001, domiciliée à 4983 Basse-Bodeux, Rue du Moulin, 9.

A l'instant, le souscripteur déclare :

- avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société;
- souscrire à la présente émission d'actions à concurrence de la totalité;
- libérer immédiatement leur souscription pour totalité par un apport en numéraire total de vingt-deux mille euros (22.000,00 €), comme suit, par Madame NAVA Claire.

Les souscripteurs déclarent que les fonds destinés à la libération de leurs apports en numéraire, soit vingt-deux mille euros (22.000,00 €), ont été déposés à un compte spécial ouvert au nom de la société auprès de la banque BELFIUS sous le numéro BE35 0883 0060 7237.

L'attestation bancaire en justifiant est à l'instant remise au Notaire soussigné.

L'assemblée donne pouvoir à Madame CRAVATTE Célia à l'effet de disposer des fonds affectés à la libération de l'émission d'actions par apports en numéraire.

L'assemblée constate et accepte cette souscription et, en conséquence attribue les 150 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale entièrement libérées aux souscripteurs comme dit ci-avant.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5- Constatation de la réalisation effective de l'émission d'actions.

L'assemblée constate qu'ensuite de ce qui précède :

- l'émission de 150 actions nouvelles est effectivement réalisée;
- le patrimoine de la société est actuellement représenté par 600 actions sans désignation de valeur nominale.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V- ADOPTION DES STATUTS DE LA SRL

L'assemblée décide d'adopter comme suit les statuts de la société à responsabilité limitée :

TITRE UN

Caractères de la société

Article 1 Forme Dénomination

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée.

Elle est dénommée « **tAC.STUDIO** ».

Article 2 Siège

Le siège est établi en Région wallonne.

L'adresse du siège peut être transférée en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la région de langue française de Belgique, par simple décision de l'organe d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification statutaire éventuelle qui en résulte, sans que cela ne puisse entraîner une modification de la langue des statuts.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales tant en Belgique qu'à l'étranger ou les supprimer.

Article 3 Objet

La société a pour objet principal, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour son compte propre, pour compte de tiers ou en participation, les activités suivantes :

- Les activités des agences de publicité ;
- La conception et réalisation de campagnes publicitaires via tous médias ;
- La conception de textes et de slogans publicitaires ;
- La conception de films publicitaires ;
- La conception d'objets publicitaires ;
- La conception de techniques de publicité visant à toucher le consommateur (marketing direct) au moyen de publicité personnalisée (publipostage), propositions téléphoniques d'achat, etc. ;
- Les activités de design graphique ;
- Les autres activités spécialisées de design ;
- La production photographique, sauf activités des photographes de presse ;
- Les autres activités photographiques ;
- Les autres activités de soutien aux entreprises ;
- Toute activité de conseil, consultance en matières statistique, économique, financière, sociale et administrative ;
- La création, l'acquisition et la valorisation d'entreprises ainsi que l'achat, la vente, la construction, la promotion et la location de biens immobiliers de tous types meublés ou non à l'exception de l'activité d'agence immobilière ;
- L'exercice de mandats relatifs à l'administration, la gestion, la direction, au contrôle ou à la liquidation de toutes sociétés, entreprises ou associations ;

De manière générale, toute activité qui se rattache directement ou indirectement aux activités précitées.

La société a également pour objet la constitution, la gestion, l'exploitation, la mise en valeur d'un patrimoine mobilier et immobilier, et pour ce faire, l'aliénation, l'acquisition, la location de tout bien ou droit réel immobilier, divis ou indivis, en rapport ou non avec ses autres activités.

La société peut réaliser son objet en tous lieux, de toutes les manières et suivant les modalités qui lui paraissent le mieux appropriées. Elle ne pourra prendre part à aucune activité, dans ce cadre, qui ne lui est pas autorisée, en raison d'un défaut d'accès à la profession, ou de tout autre licence, autorisation individuelle et/ou, collective de la part d'une autorité administrative, judiciaire ou autre.

Elle pourra accomplir toutes opérations industrielles, financières, commerciales ou civiles, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet et s'intéresser de toutes manières dans toutes sociétés ou entreprises dont les activités seraient de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

La société peut être administrateur ou liquidateur.

Article 4 Durée

La société a une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Elle n'est pas dissoute par le décès, la faillite, la déconfiture ou l'incapacité d'un ou de plusieurs actionnaires.

TITRE DEUX

Patrimoine

Article 5 – Nombre d'actions

Le patrimoine de la société est représenté par 600 actions avec droit de vote représentant chacune

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

1/600^e du patrimoine.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

Article 6 – Appel de fonds

Lorsque les actions ne sont pas entièrement libérées, l'organe d'administration décide souverainement des appels de fonds complémentaires à effectuer par les actionnaires moyennant traitement égal de tous ceux-ci. L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement. L'organe d'administration peut en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, proposer l'exclusion de l'actionnaire et faire reprendre ses actions par un autre actionnaire ou un tiers agréé.

Au cas où le défaillant refuserait de signer le transfert des actions dans le registre des actionnaires, l'organe d'administration, spécialement habilité à cet effet par l'assemblée générale, aura qualité pour procéder à la signature en ses lieu et place.

Article 7 – Emission d'actions nouvelles

En cas d'émission d'actions à souscrire en numéraire, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, ces titres doivent être offerts par préférence aux actionnaires existants proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent au jour de l'émission et aux conditions fixées par l'assemblée générale.

Lorsqu'il y a plusieurs classes d'actions, le droit de préférence ne revient qu'aux titulaires d'actions de la classe à émettre. En cas d'émission d'actions d'une nouvelle classe, tous les actionnaires existants disposent d'un droit de préférence sur les actions de celle-ci.

Les actions qui n'ont pas été souscrites en vertu de ce qui précède seront à nouveau offertes aux actionnaires ayant exercé la totalité de leur droit de préférence en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent respectivement. Il sera procédé de cette manière, selon les modalités arrêtées par l'organe d'administration, jusqu'à ce que les actions soient entièrement souscrites ou que plus aucun actionnaire ne se prévale de cette faculté.

Les actions qui n'ont pas été souscrites par les actionnaires en vertu des alinéas qui précèdent ne pourront l'être par des personnes non actionnaires que moyennant l'agrément de la moitié au moins des actionnaires possédant au moins trois/quarts des actions.

Les conditions d'émission des actions détermineront si les apports seront inscrits sur le compte de capitaux propres disponible, susceptible de distribution aux actionnaires. A défaut de stipulation à cet égard dans les conditions d'émission, ils seront présumés être également inscrits sur ce compte de capitaux propres disponibles.

Article 8 Registre des actions

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites dans le registre des actions, tenu au siège. Il contiendra le nombre total des actions émises par la société et, le cas échéant, le nombre total par classe, la désignation précise de chaque actionnaire, le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire et leur classe, les versements faits sur chaque action, les restrictions relatives à la cessibilité résultant des statuts, les transferts d'actions avec leur date, ainsi que les droits de vote et les droits aux bénéfices attachés à chaque action.

L'organe d'administration peut décider que le registre sera tenu sous la forme électronique.

Article 9 – Cessions et transmissions d'actions

Les cessions entre vifs et transmissions pour cause de décès des actions sont organisées dans une convention d'actionnaires, cela conformément à l'article 5:67 du Code des Sociétés et des Associations. La convention d'actionnaires déroge aux dispositions de l'article 5:63 du Code des Sociétés et des Associations.

Article 10 Inscription des transferts de titres

Les transferts de titres sont inscrits au registre relatif à ces titres, datés et signés par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires, dans le cas de cession entre vifs ; par un membre de l'organe d'administration et par le bénéficiaire ou par leurs mandataires, dans le cas de transmission pour cause de mort.

Article 11 - Démission – exclusion

Aucune démission ni exclusion à charge du patrimoine de la société des actionnaires n'est permise.

TITRE TROIS

Administration Contrôle

Article 12 Administrateurs

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs nommés par l'assemblée générale parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. En cas de pluralité d'administrateurs, l'assemblée générale peut décider d'organiser un organe d'administration collégial dénommé « collège d'administrateurs ».

Le mode de prise de décision au sein de ce collège d'administrateurs sera organisé dans le cadre de la convention d'actionnaires.

La même assemblée générale déterminera la durée de ce mandat. A défaut d'indication, il sera censé conféré sans limitation de durée.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle désignera la personne physique, parmi les personnes autorisées par le Code des Sociétés et des Associations, à l'intervention de laquelle elle exercera ses fonctions d'administrateur.

Les administrateurs sont révocables ad nutum par l'assemblée générale.

Le mandat des administrateurs sera gratuit ou rémunéré selon la décision et les modalités arrêtées par l'assemblée générale qui procédera à leur nomination.

Le décès, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, la liquidation et la mise sous un régime d'incapacité de l'administrateur unique emportent de plein droit la cessation de ses fonctions. Dans une de ces hypothèses ou en cas d'incapacité temporaire de l'administrateur unique, les fonctions d'administrateur seront exercées pour toute la durée de l'incapacité ou, en cas de décès, sans limitation de durée, par le ou les personnes qui auront été désignées au préalable par l'assemblée générale en qualité d'administrateur suppléant.

Article 13 – Pouvoirs d'administration

a) En cas d'administrateur unique, il accomplit tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

b) En cas de pluralité d'administrateurs ne constituant pas un organe collégial, chaque administrateur agissant seul a les pouvoirs d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Agissant conjointement, les administrateurs peuvent déléguer l'accomplissement d'actes déterminés à des employés de la société ou à toutes autres personnes, actionnaires ou non. Ils peuvent notamment confier la direction technique de la société à toutes personnes actionnaires ou non.

c) En cas d'organisation d'un collège d'administrateurs, cet organe a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale. Dans ce cas, les règles suivantes sont applicables :

- Les administrateurs peuvent élire parmi eux un Président, lequel n'a pas de voix prépondérante.
- Les administrateurs se réunissent sur la convocation et sous la présidence de son Président ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.
- Si tous les administrateurs sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable. La présence d'un administrateur à une réunion couvre l'éventuelle irrégularité de la convocation et emporte dans son chef renonciation à toute plainte à ce sujet.
- Les administrateurs ne peuvent délibérer et statuer valablement que sur les objets portés à l'ordre du jour et si la moitié au moins sont présents ou représentés.
- Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit, email ou tout autre support écrit ou assimilé à un écrit conformément à la loi, mandat à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée et y voter en son lieu et place. Dans ce cas, le mandant sera réputé présent en ce qui concerne les votes. Un administrateur peut aussi exprimer des avis et formuler ses votes par les mêmes moyens. La possibilité est donnée également aux administrateurs de participer à la réunion par téléphone ou vidéoconférence.
- Les décisions sont prises conformément aux règles établies par la convention d'actionnaires.

- Les décisions peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.
- Les délibérations du collège d'administrateurs sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et les administrateurs qui le souhaitent. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Les délégations et avis y sont annexés. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Article 14 – Pouvoirs de représentation

Sans préjudice aux pouvoirs conférés aux mandataires spéciaux et à ce qui est prévu pour la gestion journalière, la société est représentée à l'égard des tiers et notamment dans les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant :

- par l'administrateur unique s'il n'existe qu'un seul administrateur
- en cas de pluralité d'administrateurs : par deux administrateurs agissant conjointement et qui n'auront, en aucun cas, à justifier d'une décision préalable des autres administrateurs ou du collège d'administrateurs.

Article 15 - Gestion journalière.

L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, soit à un ou plusieurs administrateurs qui agissent chacun individuellement, conjointement ou collégialement, et qui portent alors le titre d'administrateur délégué, soit à une ou plusieurs autres personnes qui agissent chacune individuellement, conjointement ou collégialement et qui portent alors le titre de délégué à la gestion journalière.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Article 16 Contrôle

Si la loi l'exige, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des Sociétés et des Associations et des statuts des opérations à constater dans les comptes annuels sera confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale conformément à la loi.

Si la société est dans la situation où la loi n'exige pas la nomination d'un commissaire, l'assemblée générale aura la faculté de procéder à une telle nomination. En outre, l'organe d'administration est tenu de soumettre à l'assemblée générale la demande d'un ou de plusieurs actionnaires visant à la nomination d'un commissaire.

Au cas où il ne sera pas nommé de commissaire, chaque actionnaire disposera individuellement des pouvoirs d'investigation et de contrôle d'un commissaire. Il peut se faire représenter ou se faire assister par un expert-comptable externe.

TITRE QUATRE

Assemblée générale

Article 17 Composition et pouvoirs

§1. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Les décisions prises par elle sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou dissidents. Elle exerce les pouvoirs que lui confèrent la loi et les statuts. Elle a notamment le droit d'apporter des modifications aux statuts de nommer le ou les administrateurs, de les révoquer, d'accepter leur démission et de leur donner décharge de leur gestion ainsi que d'approuver les comptes annuels.

§2. Au cas où la société ne comporterait plus qu'un actionnaire, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'actionnaire unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, seront consignées dans un registre tenu au siège.

§3. Les membres de l'organe d'administration assistent à l'assemblée générale.

Les titulaires d'obligations convertibles, de droits de souscription et de certificats émis en collaboration avec la société peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultative.

Article 18 Date Convocation

L'assemblée générale ordinaire est tenue chaque année, soit au siège, soit en tout autre local désigné dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 18 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée est réunie au plus prochain jour ouvrable autre qu'un samedi.

Des assemblées générales extraordinaires doivent en outre être convoquées par l'organe d'administration, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur la requête d'actionnaires représentant un dixième du nombre d'actions en circulation. Dans ce dernier cas, les actionnaires indiquent dans leur demande les objets à porter à l'ordre du jour et l'organe d'administration convoquera l'assemblée générale dans les trois semaines de la demande.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par emails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse email, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

L'organe d'administration peut exiger que les actionnaires informent de leur intention de participer à l'assemblée 5 jours francs avant la date fixée pour cette dernière. A défaut de cette exigence exprimée dans la convocation, les actionnaires sont admis de plein droit à l'assemblée générale pourvu qu'ils soient inscrits dans le registre des actions.

Toute personne peut renoncer à cette convocation, et en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 19 Représentation

Un actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, qui ne doit pas être actionnaire.

Les co-proprétaires, les usufruitiers et nus-proprétaires devront se faire représenter par une seule et même personne.

L'exercice des droits afférents aux actions indivises sera suspendu jusqu'à désignation d'un mandataire commun.

A défaut d'accord entre nus-proprétaires et usufruitiers, l'usufruitier (ou le mandataire des usufruitiers) représentera seul valablement les ayants-droit.

Article 20 Bureau

L'assemblée générale est présidée par l'actionnaire ayant le plus grand nombre d'actions ou, en cas de parité, par le plus âgé d'entre eux. Le Président désignera, s'il l'estime utile, le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires choisis par l'assemblée générale, si le nombre des actionnaires réunis le permet.

Article 21 Délibérations

Une liste de présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre des titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote est signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer en séance.

Toute assemblée ne peut délibérer que sur les propositions figurant à l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents ou représentés, et, dans ce dernier cas, si les procurations le mentionnent expressément.

Les actionnaires peuvent participer à distance aux assemblées générales, y compris participer aux discussions et exercer leur droit de vote, grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par la société.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises quelle que soit la portion du nombre d'actions représenté et à la majorité des voix.

Un actionnaire peut voter par écrit ou à distance sous forme électronique avant l'assemblée générale selon les modalités déterminées dans la convocation.

Les actionnaires peuvent également, à l'unanimité et par écrit, prendre toutes les décisions qui relèvent des pouvoirs de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être reçues dans un acte authentique. Dans ce cas, les formalités de convocation ne doivent pas être respectées.

Article 22 Vote

Chaque action confère une voix.

Article 23 – Procès-verbaux

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Les procès-verbaux constatant les décisions de l'assemblée générale sont consignés sur un registre spécial et sont signés par les membres du bureau, ainsi que par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

TITRE CINQ

Exercice distributions

-

Article 24 Exercice

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels, accompagnés des pièces requises par la loi, sont déposés par les soins de l'organe d'administration, dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée générale, conformément à la loi.

Article 25 – Distributions aux actionnaires

L'assemblée générale a le pouvoir de décider de l'affectation du bénéfice et du montant des distributions, sur proposition de l'organe d'administration.

Aucune distribution ne peut être faite si l'actif net de la société est négatif ou le deviendrait à la suite d'une telle distribution. Si la société dispose de capitaux propres qui sont légalement ou statutairement indisponibles, aucune distribution ne peut être effectuée si l'actif net est inférieur au montant de ces capitaux propres indisponibles ou le deviendrait à la suite d'une telle distribution.

L'organe d'administration est autorisé à procéder, dans les limites fixées par la loi, à des distributions provenant du bénéfice de l'exercice en cours ou du bénéfice de l'exercice précédent tant que les comptes annuels de cet exercice n'ont pas été approuvés, le cas échéant réduit de la perte reportée ou majoré du bénéfice reporté.

TITRE SIX

Dissolution Liquidation

Article 26 – Actif net négatif

Lorsque l'actif net risque de devenir ou est devenu négatif, l'organe d'administration doit convoquer l'assemblée générale à une réunion à tenir dans les deux mois de la date à laquelle cette situation a été constatée ou aurait dû l'être en vertu de dispositions légales ou statutaires, en vue de décider de la dissolution de la société ou de mesures annoncées dans l'ordre du jour afin d'assurer la continuité de la société.

L'organe d'administration expose dans un rapport spécial les mesures qu'il propose pour assurer la continuité de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Une copie en est adressée aux actionnaires en même temps que la convocation.

Les mêmes règles sont observées lorsque l'organe d'administration constate qu'il n'est plus certain que la société, selon les développements auxquels on peut raisonnablement s'attendre, sera en mesure de s'acquitter de ses dettes au fur et à mesure de leur échéance pendant au moins les douze mois suivants.

Article 27 Liquidation

Sauf liquidation en un seul acte, en cas de dissolution de la société, la liquidation s'opère par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération éventuelle. Après le paiement de toutes les dettes et charges de la société ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, le solde favorable de la liquidation servira d'abord à rembourser les actions à concurrence de leur libération.

Si toutes les actions ne se trouvent pas libérées dans une mesure égale, les liquidateurs rétabliront l'équilibre des actions au point de vue de leur libération soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

Le surplus éventuel de l'actif sera réparti de manière égale entre toutes les actions.

TITRE SEPT

Dispositions générales

Article 28 - Election de domicile.

Tout actionnaire non domicilié en Belgique est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal de l'Entreprise dont dépend la société pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts. A défaut d'élection de domicile dûment signifiée à la société, ce domicile sera censé élu de plein droit au siège.
Les actionnaires peuvent toutefois également communiquer une adresse électronique aux fins de communiquer avec la société.

Article 29 - Code des Sociétés et des Associations.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est référé au Code des Sociétés et des Associations. En conséquence, les dispositions de ce Code auxquelles il ne serait pas licitement et explicitement dérogé par les présentes sont réputées inscrites dans les statuts et les clauses éventuellement devenues contraires aux dispositions impératives de ce même Code seront quant à elles réputées non écrites.

TELS SONT LES STATUTS DE LA SOCIETE.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VI- NOMINATIONS

L'assemblée décide de nommer comme administrateur ordinaire, pour une durée illimitée :

1. Madame **CRAVATTE Célia**, domiciliée à 4960 Malmedy, Route de Floriheid 68.
2. Monsieur **MULLER Thomas** Alexandre Jacques Ghislain, domicilié à 4950 Waimes, Voie de Bütgenbach, Faymonville 42.
3. Monsieur **NAVA Claire**, domicilié à 4983 Trois-Ponts (Basse-Bodeux), Rue du Moulin 9, avec prise d'effet du 1^{er} juillet 2026.

Leur mandat sera rémunéré.

Les administrateurs formeront un organe d'administration collégial dénommé collège d'administrateurs dont le fonctionnement est réglé dans le cadre d'une convention d'actionnaires, conformément aux statuts.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DELEGUES A LA GESTION JOURNALIERE

Conformément aux statuts, les administrateurs décident de déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Madame **CRAVATTE Célia**, Monsieur **MULLER Thomas** et Monsieur **NAVA Claire**, chacun avec pouvoir d'agir séparément dans le cadre de cette gestion, pour la durée de leurs fonctions d'administrateur.

Ils porteront le titre d'administrateur-délégué.

Leur mandat sera rémunéré.

VII- CONFIRMATION DE L'ADRESSE DU SIEGE

L'assemblée confirme l'adresse du siège de la société à l'adresse suivante : 4950 Waimes, Rue de Malmédy 2.

VOTE

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

délivré avant enregistrement dans le seul but d'être déposé au Greffe du Tribunal de l'Entreprise.

Geoffrey GAUTHY, Notaire exerçant sa fonction au sein de la société notariale « Neonotaires ».

Acte et documents déposés au greffe en même temps que le présent extrait d'acte :

- expédition de l'assemblée.
- la coordination des statuts.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 03/07/2026 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes
ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").